



RAPPORT D'ENQUÊTE

# MADAGASCAR

## SUSPENSIONS, SACCAGES ET DÉSINFORMATION : LES MÉDIAS AU CŒUR DE LA CRISE

////////////////// ENQUÊTE MENÉE PAR **AMBROISE PIERRE** // **JUILLET 2010** //////////////////////////////////////  
////////////////////////////////////

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE



Le 26 janvier 2009, des manifestants pillent le bâtiment de la *Radio nationale malagasy* (crédit : Hery Rakotondrazaka, *L'Express de Madagascar*)

**Cinquante ans d'indépendance, trois crises politiques majeures, en 1972, en 1991, en 2002, et une quatrième, déclenchée fin 2008, dont Madagascar n'est pas encore sortie. Une crise qui a consisté, en trois mois, en l'effondrement de l'empire en apparence intouchable du président de la République, Marc Ravalomanana, et en l'accession au pouvoir de son jeune rival, Andry Rajoelina. Une crise qui vaut à Madagascar la période de transition délicate qu'elle traverse actuellement et sa suspension par la majeure partie des instances internationales auxquelles elle appartient. Une crise dans laquelle les médias, à la fois victimes d'attaques répétées et sources permanentes de désinformation, ont été au cœur.**

**U**ne chaîne de télévision privée fermée, les locaux des médias publics saccagés et incendiés, un jeune reporter tué d'une balle dans la tête alors qu'il couvrait une manifestation populaire, et plusieurs journalistes emprisonnés, comme ceux de la station *Radio Fahazavana*, qui attendent actuellement leur procès, depuis la prison d'Antanimora, dans la capitale. Du premier jour de cette crise qui secoue la grande île depuis décembre 2008, jusqu'à aujourd'hui, les médias n'ont pas été épargnés. Ils n'ont pas non plus été exempts de tout reproche.

Sans bien sûr oublier le rôle joué par la rue, l'armée et les Eglises, tout se passe comme si la crise s'était surtout jouée dans les médias. L'objet de ce présent rapport est en effet de démontrer que la presse a été et est toujours au cœur de la crise malgache, jouant un rôle primordial dans son déclenchement, subissant chacune de ses étapes, et faisant face encore aujourd'hui aux vicissitudes de la transition. La nature du paysage médiatique du pays – divers mais très politisé –, le manque de régulation, et le comportement de certains journalistes confondant information et propagande ont été les ingrédients de ce cocktail détonant.

Pour faire le point sur le rôle des médias dans la crise et pour tenter d'adresser des recommandations utiles aux autorités du pays, à la communauté internationale, ainsi qu'aux journalistes eux-mêmes, un représentant de Reporters sans frontières s'est rendu à Madagascar du 15 au 20 mars 2010. La mission a fait le tour de la majeure partie des rédactions à Antananarivo et à Antsirabe (170 km au sud de la capitale), a rencontré le ministre de la Communication de l'époque, Nathalie Rabe, le conseiller spécial du président de la Haute Autorité de transition pour la politique et la communication, Rolly Mercia, le coordinateur du processus



RSF

de réactualisation du Code de la communication, Tsilavina Ralaindimby, et le Collectif des journalistes de Madagascar. L'organisation s'est également entretenue avec des membres du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) et plusieurs représentants de la communauté diplomatique basés à Antananarivo.

### LA CRISE DÉCLENCHÉE PAR LA FERMETURE DE VIVA TV

Marc Ravalomanana dirige Madagascar depuis six ans et exerce un très fort contrôle politique et économique sur le pays lorsque, en décembre 2008, son pouvoir commence à s'effriter. Il existe déjà à l'époque de fortes tensions entre lui et le jeune maire d'Antananarivo, Andry Rajoelina, depuis la victoire de ce dernier, en 2007. Mais c'est un événement touchant les médias qui met le feu aux poudres.

Le 13 décembre 2008, aux alentours de 23 heures 30, deux fourgons de policiers munis d'un document signé par le ministre des Télécommunications, des Postes et de la Communication de l'époque, Bruno Andriantavison, se rendent dans les locaux de la

chaîne de télévision Viva TV, propriété d'Andry Rajoelina, à Antananarivo. Ils procèdent à la fermeture immédiate de la chaîne, accusée de "troubler l'ordre et la sécurité publique".

Cette mesure survient après la diffusion par la chaîne d'un reportage donnant la parole à l'ancien président de la République, Didier Ratsiraka, en exil en France depuis 2002. Andry Rajoelina dénonce une "décision purement politique" alors que le reportage avait été diffusé sur d'autres chaînes auparavant sans que ces dernières soient inquiétées et signale que "le gouvernement avait l'intention de fermer Viva TV depuis longtemps".

Du côté du groupe Viva, la résistance s'organise. Outre la tenue de meetings politiques, le maire d'Antananarivo répond par la création d'une émission matinale quotidienne sur la liberté d'expression et la démocratie, diffusée sur la station Radio Viva et intitulée «Anao ny fitenenana» (A vous la parole). L'émission, un talk-show ouvert aux auditeurs, a pour objectif clairement affiché de dénoncer le pouvoir. Andry Rajoelina lance un ultimatum au gouvernement, fixé au 13 janvier 2009, pour la réouverture de sa télévision.

La chaîne diffuse en fond d'écran, le 18 janvier, un portrait fixe d'Andry Rajoelina, ce qui lui vaut la saisie manu militari de son émetteur et une mise en demeure pour avoir «incité à la désobéissance civile» et «ébranlé la confiance du public envers les institutions de la République».

En province également, la tension monte. Plusieurs radios sont menacées. Le chef de district de Manakara (côte Est) adresse une note écrite à la ra-

«Le gouvernement avait l'intention de fermer Viva TV depuis longtemps»

dio Ravinala, la menaçant de fermeture, pour avoir invité des leaders locaux de l'opposition et diffusé un discours d'Andry Rajoelina. Une autre station, la radio Feon'i Mania («La voix de la Mania»), est menacée verbalement par le chef de région, à Ambohitra (Centre).

### DU LUNDI NOIR AU SAMEDI ROUGE

Sur le plan politique, le week-end du 24 janvier 2009 est extrêmement tendu. Le maire d'Antananarivo dénonce une «dictature générale» à Madagascar, et Marc Ravalomanana qualifie de «tentative de coup d'Etat» le meeting organisé, ce jour-là, place de la Démocratie, par son rival. Le lundi 26 janvier, dont on se souvient à Madagascar sous le nom de «lundi noir», la crise franchit une nouvelle étape.

Vers 3 heures du matin, un groupe d'hommes armés – selon plusieurs sources locales concordantes, des mercenaires étrangers ne parlant pas mal-

gache mais anglais – tire plusieurs coups de feu sur le siège de la station privée *Radio Viva* et s’empare de son émetteur. En milieu de journée, en guise de représailles, des partisans d’Andry Rajoelina, auxquels s’ajoute la population des bas-quartiers, trop

## « Cela ne fera pas revenir Ando »

heureuse de profiter de l’aubaine après avoir longtemps souffert de privations, attaquent, pillent, et dévalisent des symboles du pouvoir : une dizaine de galeries marchandes et de supermarchés de la capitale, dont le Magro, à Ankorondrano, les locaux de *Malagasy Broadcasting System (MBS)*, et enfin ceux de la radio nationale *RNM*, où ils sortent ordinateurs,

Parmi les victimes, Ando Ratovonirina, 25 ans, journaliste de *Radio et Télévision Analamanga (RTA)*. Un an plus tard, son rédacteur en chef, Andry Raveloson, affirme à Reporters sans frontières que la peur s’est installée chez les confrères d’Ando, mais que tout le monde essaie de faire son travail correctement, « ne serait-ce que pour lui ». D’une manière générale, il est difficile de parler de ce qui est arrivé à ce journaliste lors de ce fameux « samedi rouge ». On sent que les uns et les autres n’aiment pas trop y revenir. Aucune plainte n’a été déposée, on fait peu de bruit autour de cet incident. Ses proches estiment que « cela ne sert à rien. Et puis cela ne fera pas revenir Ando ».



Des bureaux de la *RNM*, il ne reste que des cendres. La station a cependant reconstitué un studio.

meubles et dossiers, et mettent le feu au bâtiment. Après cet événement, la télévision nationale (*TVM*) ainsi que la radio nationale ne peuvent plus diffuser sur Antananarivo.

Le samedi 7 février, le maire d’Antananarivo nomme un Premier ministre, place du Treize-Mai. Ses partisans se dirigent ensuite vers le palais d’Ambohitsorohitra, les premiers cordons de policiers anti-émeutes ne résistent pas à l’assaut des manifestants, mais la répression par les gardes présidentiels, qui tirent sur la foule depuis le palais, fait des dizaines de morts et des centaines de blessés.

## Le pillage de la RNM

« Nous étions en train de descendre dans les studios de la *RNM* pour présenter le journal parlé de 12 heures 30, mais comme les manifestants se sont introduits de force dans l’enceinte de la radio en lançant des pierres, des projectiles et des cocktails Molotov, nous avons été obligés de nous enfuir. Nous avons sauté le mur pour nous cacher dans le bâtiment voisin et de là, du quatrième étage, nous avons observé comment on a incendié les voitures et les bâtiments de la radio. Les pertes sont estimées à quelque 30 milliards de FMG (6 milliards d’Ariary, soit environ 500 000 euros à l’époque) parce qu’on avait tout juste fini de réhabiliter la télé nationale et la radio nationale. Les employés, les agents en étaient encore au stade de la formation pour la manipulation et la maîtrise de ces matériels. Tout est parti en fumée », raconte Ruffin Rakotomaharo, journaliste à la radio nationale et président de l’Ordre des journalistes.

## PILLAGES ET ATTAQUES PHYSIQUES : LA PRESSE, VICTIME COLLATÉRALE DE LA CRISE

Depuis décembre 2008, les attaques sur la presse sont nombreuses. Les locaux de la radio et de la télévision nationales, comme ceux de *MBS* ou du groupe *Viva* sont à plusieurs reprises saccagés. Deux éléments de sécurité privée sont tués, début 2009, devant *Radio Viva*. Début mars de cette année-là, plusieurs journalistes sont pris à partie et passés à tabac, dans la rue, lorsqu’ils couvrent une manifestation ou un rassemblement. L’un d’entre eux, Christian Rivo Rakotonirina, ancien rédacteur en chef du quotidien *Tribune de Madagascar* et désormais rédacteur en chef d’un journal en ligne, sombre même dans le coma après avoir été violenté par des partisans de Marc Ravalomanana qui l’accusent de téléphoner à Andry Rajoelina. Il s’en sort finalement avec un hématome frontal et un court séjour à l’hôpital. Les agressions sont à l’époque le fait de sympathisants des deux camps, aussi bien les militants pro-Andry Rajoelina que les « casseurs de manif », un terme désignant les partisans du président Ravalomanana.

Par ailleurs, suite à des menaces d’incendie cri-

minel proférées à l'encontre du groupe de presse *Midi Madagascar*, propriété du député de la majorité Mamy Rakotoarivelo dont la maison a été pillée le 11 mars, les quotidiens *Midi Madagascar* et *Gazetiko* et l'hebdomadaire *Midi Flash* cessent ponctuellement de paraître. On déplore à l'époque des actes de vandalisme touchant plusieurs médias proches du pouvoir.

Le 17 mars 2009, poussé dans ses retranchements, le président de la République, Marc Ravalomanana, finit par quitter son poste en confiant les clés de l'Etat à un directoire militaire qui lui-même les remet à Andry Rajoelina. Le 21 mars, ce dernier prend officiellement les fonctions de président de la République.

Un mois plus tard, le 19 avril dans la soirée, un groupe de militaires cagoulés enlève de force l'émetteur de la chaîne privée *TéléMada* et ordonne la fermeture de la station privée *Radio Mada*, deux médias proches de l'ex-président Marc Ravalomanana. Les autorités justifient cette mesure par le «non-respect des dispositions législatives et réglementaires relatives à la communication audiovisuelle». *TéléMada* est «une station pirate» car elle ne dispose d'aucune fréquence régulière. Par ailleurs, elle brouille les autres chaînes de télévision. Quant à *Radio Mada*, elle est accusée d'activités qui tendent à «inciter à la désobéissance civile et à ébranler la confiance de la population envers les institutions». Non seulement les propos des animateurs mais encore les émissions interactives sont condamnés pour «inciter les auditeurs à déclencher une guerre



Ando Ratovonirina venait d'achever ses études de journalisme et travaillait à la RTA depuis trois mois. Auparavant, il avait été photographe pour le quotidien *La Gazette de la Grande Ile* et avait également collaboré avec l'agence *Tophos*, sous le pseudonyme de Hathor. Son nom figure désormais en 28e position sur la stèle, érigée en face du palais d'Ambohitsorohitra, honorant la mémoire des civils tués ce jour-là.



Touché d'une balle dans la tête, Ando Ratovonirina est mort sur le coup

civile». Lorsque des partisans de Marc Ravalomanana protestent, les forces de l'ordre interviennent avec des grenades lacrymogènes et assourdissantes. La répression de la manifestation fait un mort et au moins treize blessés.

Après quelques mois de relative accalmie, les dégâts matériels et les agressions physiques de journalistes reprennent au printemps 2010. Le 15 mai, des militaires venus arrêter un leader de l'opposition, Ambroise Ravonison, font irruption dans les locaux de la station *Fréquence Plus* où l'homme politique participe à un débat contradictoire avec deux autres personnalités malgaches. Dans une véritable opération commando, ils forcent la porte d'entrée de la radio et blessent à coups de crosse une journaliste et deux techniciens. Une grande partie du matériel est endommagée, ce qui contraint la radio à suspendre, pendant un temps, ses émissions. Quelques jours plus tard, les vitres du quotidien *La Gazette de la Grande Ile* sont cassées lorsque les locaux du journal sont la cible de jets de pierre de la part de quatre individus encagoulés. Le journal accuse «des fils de Dada», des partisans de Marc Ravalomanana, d'être les auteurs de l'attaque.

« Nous les Malgaches, nous sommes des grandes gueules, nous adorons les joutes verbales »

## En première ligne...



Le bâtiment jouxtant le palais d'Ambohitsorohitra depuis lequel Ando Ratovonirina s'est fait tirer dessus

Heritina Ny Anjarason, journaliste pour la station de radio RTA, était aux côtés de ses deux collègues de la télévision, Ando Ratovonirina et Mirindra Raparivelo, au moment de l'incident : «Ando avait un micro à la main et prenait des notes sur son calepin, tandis que Mirindra tenait une petite caméra. Au retour d'une délégation du maire qui était allé parlementer avec les militaires qui gardaient le palais, nous nous sommes approchés

du général Dolin Rasolosoa, directeur de cabinet d'Andry Rajoelina, pour l'interviewer sur les résultats des négociations. Nous avons alors le dos tourné au palais. Mais nous n'étions même pas parvenus jusqu'au général Dolin lorsque des rafales ont éclaté. Nous nous sommes alors mis à terre, mais Ando a quand même été touché.»

## DÉSINFORMATION ET PROPAGANDE

La crise malgache, ce sont aussi des médias pris à leur propre piège. Victimes des événements, les journalistes en sont également les complices, voire les acteurs parfois.

A Antananarivo, la population a le sentiment que ce qui arrive dans les médias est logique et est un héritage de la presse locale anticoloniale. Avec cette presse, à l'époque, les journalistes malgaches auraient appris une certaine agressivité dans le ton, ils auraient appris à se prononcer «contre», en permanence. «Nous les Malgaches, nous sommes des grandes gueules, nous adorons les joutes verbales. Fatalement, ce comportement se reporte dans les

médias», affirme un journaliste de presse écrite de la capitale.

Les dérapages sont nombreux, d'abord au plus fort de la crise, et encore aujourd'hui, avec d'autres mots, d'autres cibles. Au premier semestre 2009 notamment, mais parfois encore aujourd'hui, on peut entendre certains Tananariviens qualifier les radios malgaches de «Radio Mille Collines», faisant référence à la station qui avait joué un rôle dans le déclenchement du génocide au Rwanda en 1994. Pour Reporters sans frontières, cette comparaison est excessive. Fort heureusement, les contextes sont différents et les retombées des propos émis sur les ondes ne sont pas les mêmes. On ne peut parler de médias de la haine pour *Viva*, *Radio Mada* ou *Radio Fahazavana*, du fait qu'on ne vise pas tout un groupe de population en appelant à son extermination. Il n'en reste pas moins que ces radios s'écartent effectivement de leur mission d'information pour verser souvent dans la propagande, l'intoxication, et dans le pire des cas, l'appel à la violence.

Que ce soit en français ou surtout en malgache, aux heures de grande écoute ou le soir, les radios servent à faire passer des mots d'ordre. Elles n'hésitent pas à identifier et désigner les personnes jugées gênantes ou les ennemis. A l'approche de manifestations par exemple, elles peuvent appeler les foules à s'en prendre directement et physiquement à certaines personnes : «La voiture de Monsieur X, qui habite à telle adresse, est une 307 blanche», peut-on entendre sur *Radio Mada*. Toujours sur cette radio, on vous donne des recettes de cocktails Molotov par exemple, après la prise de pouvoir d'Andry Rajoelina, en mars 2009.

« Cultivant l'opacité, relayant la propagande ou alimentant les rumeurs, les médias deviennent des armes pour les belligérants »



Le studio de *Fréquence Plus*, en mai 2010, après l'intervention des militaires

Les médias sont rapidement pris au piège de la désinformation. Cultivant l'opacité, relayant la propagande ou alimentant les rumeurs, ils deviennent des armes pour les belligérants. Trop partisans, contraints de suivre la ligne politique de leur employeur, la plupart des journalistes prennent parti pour un camp. Début 2009, les rédactions des

stations *Radio Mada*, *Viva* et *Antsiva* s'insultent copieusement et se menacent à l'antenne.

«Franchement, on ne sait plus à quel saint se vouer. On est bombardés de fausses informations et d'intox», rapporte un habitant de la capitale. «Parfois, on n'a même plus envie de regarder les journaux télévisés car les chaînes peuvent dire tout et le contraire. Il y a trop de désinformation du côté de l'opposition et des perturbateurs», ajoute un second. Ce comportement des médias pendant la crise nourrit un scepticisme grandissant à leur égard. «Je ne me complique pas la vie : j'écoute une radio partisane de Ravalomanana, puis une autre de Rajoelina et je pèse le pour et le contre», ironise un retraité.

### UN JOURNALISME «MILITANT»

Pour certains, l'activité journalistique devient véritablement une pratique militante. Au rayon des soutiens à Andry Rajoelina, Alphonse Maka, directeur de la rédaction du quotidien *La Vérité*, et Rolly Mercia, directeur de publication du même journal et chroniqueur acerbe sur *Radio Viva*, sont très actifs. Lors de son entrevue avec Reporters sans frontières, en mars 2010, Alphonse Maka va droit au but : «On a relevé le défi de faire tomber le régime Ravalomanana». Devant Reporters sans frontières, il fait défiler les menaces reçues sur son téléphone, en 2009, par messages textos. Celle provenant du numéro + 261 34 36 23 728 fait beaucoup rire le journaliste : «Dites à Rolly de ne pas lécher les fesses d'Andry.»



En mars 2009, le groupe *Midi Madagascar* est menacé d'être brûlé

En face de *Viva* et de *La Vérité*, *Radio Mada* réplique en présentant par exemple Rolly Mercia comme un criminel. Après la chute de Marc Ravalomanana, la station devient une radio de résistance. Le 27 avril 2009, un arrêté ministériel portant la référence 01/096Mcc interdit officiellement sa diffusion et ordonne la fermeture de la station. Les autorités reprochent à *Radio Mada* des activités qui tendent à «inciter à la désobéissance civile et à ébranler la confiance de la population envers les institutions».

Passant outre à l'interdiction, le journaliste sportif Evariste Ramanantsoavina continue d'animer seul, pendant un mois et 17 jours, la radio qui émet clandestinement depuis un lieu tenu secret. Le matin du 5 mai, un groupe de militaires cagoulés se rend à son domicile pour l'interpeller. Sous les yeux de sa fille, le journaliste est conduit au Comité national mixte d'enquête (CNME). Il lui est demandé de révéler la localisation du siège de *Radio Mada*. Après que le journaliste se fut exécuté sous la contrainte, les militaires se rendent sur les lieux pour confisquer les équipements et démonter l'émetteur. Deux jours plus tard, Evariste Ramanantsoavina est placé sous mandat de dépôt à la suite d'une audition devant le parquet. Accusé de «diffusion de fausses nouvelles», «incitation à la révolte contre les institutions de la République» et «diffamation publique», le journaliste est détenu deux semaines puis libéré, après avoir été relaxé au bénéfice du doute assorti d'une amende.



Alphonse Maka, directeur de rédaction de *La Vérité*

## « On a relevé le défi de faire tomber le régime Ravalomanana »

Aujourd'hui, *Radio Fahazavana* peut être perçue comme l'héritière de *Radio Mada*. Appartenant à l'église protestante réformée FJKM, dont Marc Ravalomanana est le vice-président, la station est accusée de militantisme en faveur de l'ancien chef de l'Etat. Les autorités la poursuivent pour «atteinte à la sûreté de l'Etat» et «incitation à la révolte». Elles lui reprochent d'utiliser des émetteurs pirates et de ne pas

## Rolly Mercia, pourfendeur de Marc Ravalomanana, «pitbull» de la Haute Autorité de transition, et journaliste sanctionné par l'Union africaine

**H**arry Rahajason, dit Rolly Mercia, est un homme aux multiples casquettes : journaliste de presse écrite, directeur de publication de *La Vérité*, chroniqueur radio sur *Viva*, et conseiller spécial d'Andry Rajoelina pour la politique et la communication. Il vient même d'être promu, au début de l'été 2010, directeur de la Communication de la présidence. Interrogé sur cette confusion des genres, il répond : «Un journaliste n'a pas à être au cœur d'un mouvement populaire ni à faire de la politique, mais je l'ai voulu. Ma démarche est très difficile à comprendre, mais c'est une nécessité pour moi. Je suis journaliste pour combattre l'injustice. Ma mission sera terminée à la fin de la transition. Alors, je quitterai la politique et je reviendrai au journalisme.»

Un journalisme qu'il n'a jamais vraiment quitté puisqu'il écrit toujours dans *La Vérité*, sous un

pseudonyme ou sous sa signature habituelle. Au plus fort de son combat sur *Viva*, entre janvier et juin 2009, Rolly Mercia a certes été mis en disponibilité par *La Vérité*, mais cela n'a pas duré. L'homme cultive cette ambivalence, ce jeu de va-et-vient entre presse et politique.



Avec trois autres journalistes aussi très proches d'Andry Rajoelina il a sonné la révolte, sur *Radio Viva*, pour la réouverture de la chaîne *Viva TV* : «Chaque jour, nous tapions fort. Trois heures d'abord (deux heures d'analyses assassines, une heure avec les auditeurs), puis quatre heures, cinq heures, puis toute la journée au bout de deux semaines. On n'a pas foulé aux pieds l'éthique de la profession, on s'en est juste écartés. Et puis on a prévenu les auditeurs. Nous avons présenté des excuses en expliquant que ce que nous allions faire ne serait plus du journalisme, mais qu'on était investis d'une mission. Nous

n'avons pas cherché midi à 14 heures. Après les événements d'Ambohitsorohitra, nous animions la radio par téléphone. Il y a eu deux phases en fait ; la première, obtenir à tout prix la réouverture de *Viva TV*, et la seconde, après le 8 février, faire tomber le régime. Quand vous avez des vautours et des escrocs autour de vous, il faut élaguer les branches mortes (sic).» Sa vision du rôle de *Viva* aujourd'hui? «La radio continue de dénoncer les manœuvres du clan Ravalomanana et dénonce également les membres de l'actuel régime qui ont fauté.» Interrogé enfin sur son inscription dans la liste des 109 personnalités malgaches sanctionnées par l'UA, rendue publique lorsque Reporters sans frontières était à Madagascar, il répond qu'il s'en fiche car «[il] n'aime pas les Africains» donc ce qui vient de l'Union africaine le touche peu. «Les Malgaches ne sont pas des Africains. Nous, on ne se coupe pas la tête avec des coupe-coupe (sic).»



Chaque jour, le lecteur malgache a le choix parmi les titres

## « C'est le paysage médiatique malgache qui porte en lui les germes de ce journalisme militant, voire violent »

avoir respecté son cahier des charges, en changeant d'adresse sans autorisation préalable. Fin mai 2010, des militaires agissant sur ordre du gouvernement effectuent une descente dans les locaux de la radio, confisquent le matériel audiovisuel et les émetteurs, et arrêtent six journalistes, deux techniciens et deux gardiens. Les dix employés de la station sont placés sous mandat de dépôt à la prison centrale d'Antanimora. Un mois après les faits, ils sont toujours maintenus en détention provisoire.

### APRÈS LUTTES DE POUVOIR ET POLARISATION DES MÉDIAS

Au-delà du comportement des journalistes, parfois militants par choix mais le plus souvent pris en otages, la crise malgache a surtout révélé à quel point le contrôle des hommes politiques sur la presse était problématique. A Madagascar en effet, les médias audiovisuels et les organes de presse appartiennent dans leur quasi-totalité aux hommes politiques ou à de grandes puissances économiques, transformant les journalistes en porte-voix d'intérêts particuliers. Autrement dit, c'est le paysage médiatique malgache qui porte en lui les germes de ce journalisme militant, voire violent, peu de médias échappant en effet à la politisation, à la polarisation, et à la radicalité.

Lorsqu'il est renversé, l'ex-président Marc Ravalomanana possède de longue date une chaîne de télévision (*MBS*), une station de radio, *Radio Mada*, ainsi que deux journaux, *Le Quotidien* et *Ny Vao-*

*vaontsika*. Un empire étoffé en décembre 2008 par l'acquisition du groupe de presse *Too Well*, ajoutant dans son escarcelle trois publications supplémentaires. Des familles proches de lui et des députés de son camp détiennent les quotidiens *Midi Madagasikara* et *Gazetiko*, ainsi que l'hebdomadaire *Midi Flash*. A l'époque enfin, la radio nationale (*RNM*) et la télévision nationale (*TVM*) sont étroitement contrôlées par le pouvoir. Elles le soutiennent d'ailleurs jusqu'au dernier moment. Après l'incendie de leur siège, le 26 janvier, la *RNM* et la *TVM*, animées par des journalistes triés sur le volet, émettent même depuis le palais présidentiel !

Le camp d'en face n'est pas en reste. Andry Rajoelina, « roi des panneaux publicitaires », possède la station de radio et la chaîne de télévision *Viva*. L'un de ses fidèles serviteurs et proches conseillers, Rolly Mercia, est directeur de publication de *La Vérité*, une publication du groupe SMC Presse, qui compte également un quotidien en malgache, *Inona No Vaovao*, un hebdomadaire, *Madagascar Matin*, ainsi que la chaîne *M3TV* à Majunga (ouest du pays).

La question de la liberté de la presse à Madagascar n'est pas celle de l'existence ou non d'une presse diverse, capable de s'exprimer et de critiquer librement. La presse y est à la fois diverse et libre d'être virulente. « La liberté de la presse est un acquis. Vous avez des journaux proches du pouvoir et d'autres d'opposition, et si vous lisez l'ensemble des titres, vous vous faites une idée assez précise de la situation », estime un diplomate occidental. « C'est une presse sympathique, vivante et qui ne se laisse pas dompter », juge un expert.

Les problèmes ne résident pas dans le manque ou non de diversité, de liberté de ton, ou dans le contrôle des autorités sur la libre expression, mais plutôt dans les attaques et les procédés brutaux utilisés régulièrement contre les médias et les journalistes, dans les excès de polarisation ouvrant la voie aux dérapages des organes de presse, et enfin dans le degré élevé de pression interne sur les médias, limitant la marge de manœuvre des journalistes.

### CENSURE ET AUTOCENSURE

Dans une résolution datée du 11 février 2010 sur la situation à Madagascar, le Parlement européen a condamné « la répression systématique de l'opposition, la censure des médias et l'intimidation et l'arrestation systématique de journalistes [...] ». D'aucuns estiment que cette prise de position de la part des parlementaires européens a été fortement inspirée par le lobbying de la mouvance Ravalomanana. Concernant la censure des médias, les observations effectuées sur place par Reporters sans frontières révèlent une situation en réalité beaucoup plus complexe que celle décrite par l'Union européenne. On ne peut pas parler à Madagascar de censure gé-



néralisée ou systématique, mais plutôt d'actes de censure ponctuels qui se rapprochent de la discrimination ou de la tentative de contrôle.

En effet, dans le mois qui suit l'accession au pouvoir d'Andry Rajoelina, des craintes de retour de la censure dans les médias publics se font jour. Dans un premier temps, la *TVM* et la *RNM* couvrent les manifestations et invitent à l'antenne, dans l'émission dominicale «Savaravina» notamment, certains ténors de l'opposition tels que Olivier Rakotovazaha et Constant Raveloson. Puis cette couverture devient de plus en plus faible. «Il y a effectivement censure. L'autorité supérieure fait pression sur le rédacteur en chef pour interdire aux journalistes d'aller couvrir les manifestations», affirme un journaliste des médias publics sous couvert d'anonymat. Plutôt que de la censure pure et dure, il s'agit en réalité d'une tentative de biaiser l'information en atténuant l'importance des manifestations.

De source proche d'Andry Rajoelina, le président de la HAT aurait personnellement demandé aux médias publics, après son accession au pouvoir, fin mars 2009, de laisser à l'opposition un libre accès aux médias publics. D'après cette source, si ces médias, *RNM* et *TVM*, ne respectent pas cette instruction, c'est parce qu'ils suivent des consignes contraires de certains ministres et parce que la culture de ces médias est ainsi. Ce n'est pas dans les habitudes de parler des fautes commises par le pouvoir en place. A l'en croire, ces médias louent le régime sans qu'Andry Rajoelina ne le demande.

Autre fait troublant, le 30 novembre 2009, le président de la Haute Autorité de transition, Andry Rajoelina, donne une conférence de presse au palais d'Ambohitsorohitra. Ce jour-là, plusieurs journalistes sont refoulés. Il s'agit de ceux envoyés par le groupe *MaTV*, d'un journaliste du quotidien en malgache *Taratra*, et de deux chroniqueurs de *L'Express de Madagascar*. Le service de la communication de la présidence prétend que les journalistes ne sont acceptés que sur invitation, ce qui est faux puisque aucune invitation n'a été envoyée. La porte-parole du pouvoir, Annick Rajaona, avance pour sa part que seuls les organes de presse figurant sur une liste préalable sont acceptés. En réalité, il ne s'agit pas d'une liste d'organes de presse, mais bien d'une liste nominative de journalistes. Pour cette conférence de presse, la présidence pratique la discrimination sélective. Cette dernière fait ainsi d'une pierre deux coups car d'une part, elle contrôle la presse par l'intermédiaire d'une liste visant à écarter ceux qui sont jugés trop critiques vis-à-vis de la présidence, et d'autre part, elle se constitue une clientèle de journalistes acquise à sa cause.

Si la censure provenant de l'extérieur n'est donc pas trop forte, en revanche, la presse malgache se ca-



Conférence de rédaction au quotidien *L'Express de Madagascar*

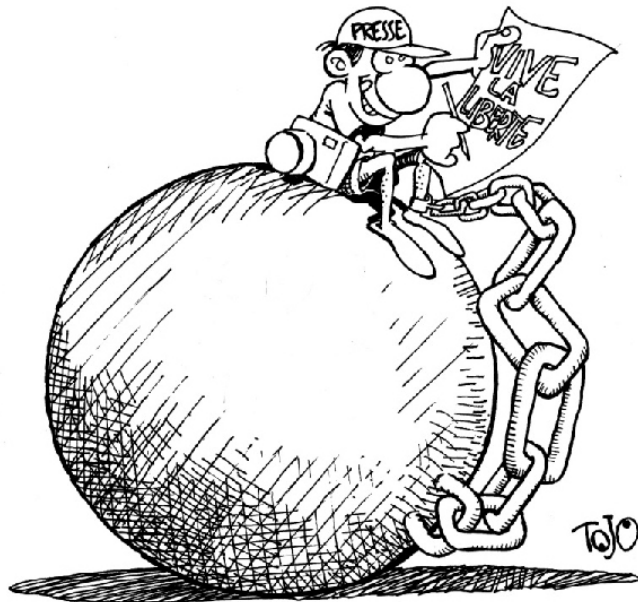
ractérisé par une très forte autocensure, consécutive à la pression interne sur les médias. «Individuellement, les journalistes sont très libres. Mais une fois dans le média, l'influence du patron de presse est terrible», confie à Reporters sans frontières un ressortissant européen installé à Antananarivo. Nombreux sont ceux qui vous disent que les patrons de presse devraient être des journalistes, pas des hommes politiques ni des hommes d'affaires. «Tu es libre de faire ce que tu veux, mais tu n'attaques pas mes

« Pas de censure généralisée ou systématique, mais plutôt des actes de censure ponctuels »

amis et tu me défends», résume un journaliste pour définir le système. Fin janvier 2010, deux journalistes du quotidien *L'Express de Madagascar* ont été licenciés par le président de la Délégation Spéciale (PDS) de la commune urbaine d'Antananarivo, Edgard Razafindravahy, auquel appartient le journal. Les deux fautifs venaient de publier des articles sur certains maux touchant la capitale, comme l'insécurité et les inondations.

Un autre type de problème enfin est la persistance de sujets tabous comme la gendarmerie ou l'armée. Lorsqu'un journaliste détient un scoop sur un sujet sensible, il est souvent intimidé. Convocations et interrogatoires sont réguliers afin de le décourager de poursuivre ses enquêtes. Alors que Reporters sans frontières était en mission à Antananarivo, une jeune journaliste de *Taratra* a été convoquée par la gendarmerie pour répondre de ses articles sur des gendarmes. Cette situation inspire un journaliste de province : «L'atmosphère est malsaine à Tana.» En dépit de quelques problèmes (certaines menaces

et agressions, éloignement, difficultés d'accès aux formations, retard dans l'accès à l'information), les journalistes de province rencontrés par Reporters sans frontières chérissent leur situation et souhaitent unanimement rester à l'écart de la capitale.



Dessin de presse de Tojo paru dans l'hebdomadaire *L'Observateur*, n°00 du 5 mai 2010 : Libre et fier de l'être, mais le pied enchaîné à un boulet, la presse malgache fait face à des problèmes complexes

### DÉFICIT DE RÉGULATION ET ABSENCE DE CODE DE LA COMMUNICATION

Si les affaires impliquant la presse prennent de telles proportions, c'est en grande partie parce qu'il n'existe pas à Madagascar d'organe de régulation des médias fonctionnel et efficace.

Dans un contexte tel que celui-ci, avec des dérapages répétés sur les ondes ou dans les colonnes des journaux, il apparaît évident qu'un organe de régulation respecté et efficace est nécessaire. Peut-être cela permettrait-il d'éviter le recours à des mesures radicales et définitives comme la fermeture brutale d'un média avec l'arrestation de ses journalistes.

D'où cette régulation peut-elle venir ? De l'Ordre des journalistes ? Ruffin Rakotomaharo, actuel président de l'Ordre, reconnaît lui-même que la structure qu'il dirige est en sommeil et qu'il ne fait qu'expédier les affaires courantes. Elu pour trois ans, en 2004, Ruffin Rakotomaharo aurait dû remettre son mandat devant les urnes en 2007, mais aucune élection n'a été organisée. L'Ordre des journalistes, dont le rôle est d'orga-

niser le métier, de défendre la profession, d'être le garant de la déontologie, d'assurer des formations, et d'octroyer la carte professionnelle, souffre selon lui d'un problème de légitimité : «Il existe un problème de solidarité et d'union de la corporation. Nous avons le malheur d'être divisés par la politique. C'est la grande plaie de la corporation.» Non doté d'un pouvoir de sanction, l'Ordre ne peut pas prendre à son compte une autorégulation.

Il existe en revanche au ministère de la Communication une direction de la régulation des médias qui, pour l'instant, par le biais de la Commission spéciale à la communication audiovisuelle (CSCA), sanctionne les organes qu'elle juge coupables de délits. Selon le décret n°94-133 du 22 février 1994 instituant la CSCA, cette commission est composée de huit fonctionnaires du ministère de la Communication et de celui des Télécommunications, des Postes et des Nouvelles Technologies. Sous l'ère Ravalomanana, la CSCA n'a jamais fait l'objet d'un décret d'application. C'est la ministre de la Communication de la HAT, Nathalie Rabe, qui décide de l'activer. Consciente de son manque d'indépendance, la ministre avait affirmé à Reporters sans frontières, à Antananarivo, en mars 2010, que son objectif était, en un an, de la remettre sur pied, de la faire fonctionner, et de lui laisser ensuite son autonomie. Son successeur, Félix Malazarivo, a déclaré vouloir poursuivre sur cette voie. Un texte garantissant l'indépendance de cette commission serait actuellement en cours de finition. «Dans l'état actuel des choses, je réfute l'existence de la CSCA», affirme cependant Ruffin Rakotomaharo, qui déplore le manque de concertation entre cette commission et l'ordre des journalistes.

Quant au Code de la communication, il n'est pour l'instant qu'au stade de projet en cours d'élaboration. La loi sur la presse est caduque et c'est le code pénal qui prend chaque fois le relais en cas de litige. Pour certains, comme Mamy Nohatrarivo, rédacteur en chef du quotidien en malgache *Ao Raha* et de l'hebdomadaire *L'Hebdo de Madagascar*, ni le Code de la communication ni l'Ordre des journa-

« Il existe un problème de solidarité et d'union de la corporation. Nous avons le malheur d'être divisés par la politique »

listes ne sont nécessaires. Pour lui, le code pénal suffit car il considère que «les journalistes qui vont en prison ne sont pas des professionnels». «Il faut protéger les journalistes d'eux-mêmes, les radios en malgache vomissent des insultes», estime-t-il. Son point de vue est quand même marginal et nombreux sont ceux qui expriment un besoin de réglementation, une attente vis-à-vis du Code de

la communication. L'objectif étant de redéfinir les règles, de donner un cadre aux organes de presse, de combler le vide juridique sur la presse en ligne. Ce code ne vaudra cependant que s'il obtient l'adhésion de tous.

Le 3 mai 2009, à l'occasion de la Journée internationale de la liberté de la presse, un processus de réactualisation du Code de la communication est lancé, à l'initiative des journalistes malgaches, en partenariat avec le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). La mission est confiée aux trois anciens présidents de l'Ordre des journalistes, James Ramarosaona, Anicet Randriant-salama et Ruffin Rakotomaharo. Ce noyau est renforcé par deux représentants du réseau des médias pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), Alphonse Maka et Onitiana Realy. Ces cinq personnalités, désignées «porteurs du projet», font ensuite appel à Tsilavina Ralaindimby, ancien homme de télévision, ancien ministre de la Communication (1993-1995) et consultant en communication, pour coordonner le travail. Le processus de réactualisation a été entamé à l'été 2009, mais a pris un léger retard. Après des consultations sur l'ensemble du territoire malgache, et des ateliers nationaux et régionaux, la rédaction du projet de code et des décrets d'application a commencé. En juin 2010, la phase de «lobbying et communication sur le projet de code», prévue pour avril, n'avait pas encore commencé.

## BESOINS EN FORMATION ET EMPRISE DE LA CORRUPTION

Bon nombre des interlocuteurs de Reporters sans frontières pendant la mission, qu'ils proviennent du secteur de la presse ou non, ont déploré la passivité des journalistes ainsi que le manque d'investigation et d'enquête de terrain. «Ici, on attend l'information, résumant-ils. On court après les conférences de presse, au cours desquelles on écoute un message, sans poser de questions.»

A cette passivité s'ajoute la très forte emprise de la corruption. «Les journalistes sont tous achetés, tous, et en plus ils ne sont pas honnêtes, confie l'une d'entre eux. Le pays est miné par la corruption, c'est tout le système qui est ainsi.» A Madagascar, on appelle «felaka» les émoluments discrets qui contribuent à arrondir les fins de mois des journalistes dont le salaire moyen, en presse écrite, est d'environ 100 dollars. La corruption est pour beaucoup dans la pauvre qualité de la presse car «les journalistes passent leur temps dans les conférences de presse pour obtenir des enveloppes, au lieu de partir en reportage sur le terrain».

Interrogés sur la felaka, quelques journalistes assurent ne jamais l'accepter mais bottent rapidement en touche ou changent de sujet, d'autres reconnaissent franchement que cela les aide à compléter leurs

faibles revenus, d'autres enfin esquissent juste un sourire gêné. Un journaliste de province déclare à Reporters sans frontières : «La felaka n'est pas un droit, c'est une faveur. Moi je prends, mais j'écris ce que je veux.» Puis de raconter qu'il y a quelque temps, un parti politique avait appelé les journalistes de la ville pour faire une déclaration publique, en promettant de la felaka. Finalement, une fois les journalistes sur place, le parti a fait savoir qu'il ne donnerait rien et que le paiement serait effectué par les autorités régionales. Incrédulés et furieux, les journalistes ont décidé collectivement de boycotter ce parti.

Le 20 mars 2010, alors que la mission de Reporters sans frontières s'apprête à quitter Madagascar, six journaux, de tous bords – *La Vérité*, *Madagascar Matin*, *Les Nouvelles*, *L'Express de Madagascar*, *Ao Raha*, *Malaza* –, consacrent leur une ou une partie de leur une à l'inauguration, à Toleara (Sud-Ouest), d'un câble permettant le raccordement de Madagascar à l'Internet haut débit. Quelques-uns de ces journaux, et d'autres également, continuent même de traiter l'information pendant plusieurs jours, à travers articles et galeries photos. Cette inauguration, en grande pompe qui plus est, avec la présence du président de la Haute Autorité de transition, Andry Rajoelina, et plusieurs hautes personnalités malgaches et de la communauté internationale, constitue

« Il faut protéger les journalistes d'eux-mêmes, les radios en malgache vomissent des insultes »

## «Foko» et la blogosphère malgache

«Pakysse», «Cyber Observer», «Jentilisa» et «Avylavitra» sont quatre blogueurs, tous membres de «Foko» («la tribu» en malgache, [www.foko-madagascar.org](http://www.foko-madagascar.org)), un réseau qui regroupe plus de 400 membres, dans la capitale et en régions, et qui organise chaque année les BOMBS (Best of Malagasy Blogs). Ecrivant en malgache, en anglais, parfois en français, ils ne postent pas le même type de billets et n'ont pas forcément la même approche de leur activité. Ils ont en commun le souci d'informer, mais ne touchent pas aux mêmes sujets et s'accordent plus ou moins de liberté dans leurs commentaires. «Je ne suis pas un journaliste, mais j'ai le droit d'informer. J'exprime mes opinions. J'ai horreur que les journalistes conventionnels ne disent pas tout», confie l'un d'eux. Tous, pendant la crise, ont été amenés à parler de politique, certains contre leur gré, d'autres moins. «Livrés à nous-mêmes, sans patron, nous sommes nos propres censeurs. Ici, le problème n'est pas 'on ne peut pas tout dire', c'est 'on dit n'importe quoi'. Le côté pécunier fait faire n'importe quoi aux journalistes traditionnels, mais on les comprend, il faut bien vivre. Nous, nous faisons le chemin inverse. Nous dépensons pour informer. Bloguer nous coûte de l'argent.»

Le développement de la blogosphère apparaît comme une bouffée d'oxygène par rapport au journalisme traditionnel corrompu et autocensuré. Même si 3 à 4% de la population seulement, d'après eux, utilise Internet sur la grande île, le réseau se développe, et avec lui, une nouvelle pratique du journalisme et de la liberté d'expression.

certes une information importante dans le domaine des nouvelles technologies. Nul n'en doute. Mais il est intéressant de savoir que pour l'occasion, l'entreprise de télécommunications chargée d'organiser l'événement avait promis de déboursier une felaka record pour les journalistes qui feraient le déplacement. Reporters sans frontières a appris que chacun d'entre eux a touché 500 000 Ariary (près de 200 euros). De mémoire de journaliste malgache, il s'agit d'un montant de felaka jamais atteint. L'entreprise en question s'assure ainsi une publicité sans équivalent, ainsi qu'une forte connivence avec les journalistes et une sécurité face à la possibilité de critiques futures.

## « L'entreprise de télécommunications avait promis une felaka record : 500 000 Ariary »

### CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

Minés par la corruption, les dissensions et les dérapages, livrés aux pressions des propriétaires de groupes de presse, et souvent menacés par le risque d'attaques et d'agressions violentes, les médias malgaches font face à de nombreux défis.

La période actuelle de transition est à bien des égards décisive pour l'avenir de l'île. Les acteurs politiques doivent jouer l'apaisement et s'employer dès à présent à mettre sur pied un environnement plus favorable et plus sain pour les médias. De leur côté, les journalistes doivent garder à l'esprit leur mission : celle d'informer et d'observer l'arène politique, pas d'y figurer, la compétition politique étant une chose, et l'information une autre.

Enfin, tirant les enseignements de cette crise et du rôle qu'y ont joué les médias, le futur pouvoir malgache devra rapidement garantir son indépendance à la presse, au risque, sinon, de priver sa population de l'information dont elle a grand besoin et, par ailleurs, de se retrouver victime d'une campagne de dénigrement systématique dont on vient tout juste de mesurer les dégâts.

### REPORTERS SANS FRONTIÈRES RECOMMANDE

Aux autorités malgaches : de respecter la liberté de la presse, dans les médias tant publics que privés, et de protéger les journalistes ; d'accorder la liberté provisoire aux employés de *Radio Fahazavana* détenus à Antanimora et de veiller plus largement à ce que tout journaliste poursuivi en justice bénéficie d'un procès juste et équitable, lui évitant une peine

de prison en cas de délit de presse ; de faciliter le travail de réactualisation du Code de la communication et d'adopter ensuite ce code pendant la transition ; de soutenir le principe d'une régulation indépendante des médias en accordant son autonomie à la Commission spéciale à la communication audiovisuelle (CSCA).

A la communauté internationale, et notamment à Joachim Chissano, médiateur de la crise malgache : d'exiger de chaque mouvance des engagements fermes en termes de respect de la liberté de la presse et des journalistes ; d'interdire aux chefs de mouvance de se rendre aux négociations de sortie de crise avec des groupes de journalistes à leur solde et donc instrumentalisés ; de préférer les conférences de presse et les interventions sur plusieurs médias en même temps plutôt que les confidences à un média en particulier, pour éviter d'être taxé de favoritisme étant donné la polarisation de la presse malgache.

Au Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) : de faire valoir avec plus de force auprès des autorités locales son rôle d'accompagnement dans la réforme du secteur des médias ; de faire appel à des experts extérieurs et indépendants pour revoir le projet de code avant de le soumettre aux autorités locales.

A la France : de ne pas se contenter de son offre culturelle et scientifique actuelle, mais d'inscrire la question des médias malgaches au rang des priorités de sa coopération bilatérale ; de prévoir dans un projet de type « Fonds de solidarité prioritaire de sortie de crise » un important volet « médias » prévoyant un soutien à la formation, une assistance technique à la presse écrite et audiovisuelle, ainsi qu'un appui aux instances de régulation et à l'Ordre des journalistes ; de soutenir la création d'une Maison de la presse à Antananarivo.

Aux journalistes malgaches : de respecter l'éthique et la déontologie de la profession, en s'affranchissant de la propagande, des prises de position partisans, et des appels à la violence ; d'organiser solidairement des mécanismes d'autorégulation ; de refuser la corruption qui les écarte systématiquement de l'objectivité. ///

**REPORTERS  
SANS FRONTIÈRES**  
**POUR LA LIBERTÉ DE LA PRESSE**

Secrétariat international  
**REPORTERS SANS FRONTIÈRES**

47 rue vivienne

75002 Paris - France

Tel. 33 1 44 83 84 84

Fax. 33 1 45 23 11 51

Web : [www.rsf.org](http://www.rsf.org)

E-mail : [rsf@rsf.org](mailto:rsf@rsf.org)

Ambroise Pierre - Bureau Afrique : [afrique@rsf.org](mailto:afrique@rsf.org)

Benoit Hervieu - Bureau Amériques : [ameriques@rsf.org](mailto:ameriques@rsf.org)

Vincent Brossel - Bureau Asie : [asie@rsf.org](mailto:asie@rsf.org)

Elsa Vidal - Bureau Europe : [europa@rsf.org](mailto:europa@rsf.org)

Olivier Basille - Bureau Union européenne et Balkans : [direction@rsf.be](mailto:direction@rsf.be)

Soazig Dollet - Bureau Moyen-Orient : [moyen-orient@rsf.org](mailto:moyen-orient@rsf.org)

Lucie Morillon - Bureau Nouveaux médias : [internet@rsf.org](mailto:internet@rsf.org)

Contact Presse : [presse@rsf.org](mailto:presse@rsf.org)

**REPORTERS SANS FRONTIÈRES** est une organisation internationale de défense de la liberté de la presse. Elle observe et rapporte les atteintes à la liberté de la presse dans le monde. Constituée d'une équipe de 12 journalistes et reposant sur 140 correspondants, Reporters sans frontières analyse l'information et intervient par voie de presse, par courrier, sous forme de rapports d'enquête et de recommandations pour alerter l'opinion contre les exactions commises contre des journalistes, les violations à la liberté d'expression et faire pression sur les responsables politiques.

Secrétaire général : **Jean-Francois Julliard** | Directeur des publications : **Gilles Lordet**